

Unité bidépartementale Eure Orne

Angerville la Campagne, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE PARISIENNE DES SABLIERES

Le Catelier
27340 MARTOT

Références :

1) Contexte

SOCIETE PARISIENNE DES SABLIERES (SPS) implanté Le Catelier 27340 MARTOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier en date du 16 mars 2022, la société SPS a déposé une demande visant à procéder à la cessation partielle d'activité de la carrière de Forêt de bord en ce qui concerne la parcelle C60, parcelle qui abritera à terme deux bassins de décantation pour les fines issues de son installation de traitement de matériaux voisine.

Pour pérenniser l'activité de décantation de son installation de traitement voisine, la société SPS souhaite rattacher les terrains de cette parcelle C60 à l'arrêté préfectoral de l'installation de traitement voisine, également exploitée par SPS.

En effet, cette parcelle n'est plus exploitée pour l'extraction de matériaux mais les casiers d'extraction sont utilisés en tant que bassins de décantation pour l'installation de traitement voisine.

Le rattachement de la parcelle C60 aux installations de traitement fait également l'objet d'une demande déposée de manière concomitante, qui sera traitée sous forme de modification d'un arrêté d'enregistrement de l'installation de traitement. En effet, cette dernière est régie par les rubriques de la nomenclature 2515 et 2517, qui sont soumises toutes deux à enregistrement depuis un changement de nomenclature du 25 octobre 2018, et pour laquelle la société SPS a demandé la gestion via les règles de procédure de l'enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE PARISIENNE DES SABLIERES
- Le Catelier 27340 MARTOT
- Code AIOT dans GUN : 0005801785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD
-
- La société SPS est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graves alluvionnaires sur la commune de Martot (27), via l'arrêté préfectoral n°D1-B1-11-466 du 16 septembre 2011, modifié par l'arrêté complémentaire du 5 avril 2022. L'arrêté d'autorisation de la carrière autorise l'exploitation du site jusqu'au 23 septembre 2026.

Par ailleurs, cette même société est actuellement autorisée à exploiter une installation de traitement des matériaux adjacente à la carrière, et ceci sans limitation de durée d'exploitation, via l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2005.

-
- **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**
- cessation partielle d'activité de la carrière de Forêt de bord, en ce qui concerne la parcelle C60

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume extrait	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.2.1	/	Sans objet
Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4	/	Sans objet
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 4.3	/	Sans objet
Remise en état	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2	/	Sans objet
Remise en état – Parcelle C60 en cessation	AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2	/	Sans objet
Remblaiement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la demande de cessation d'activité de la carrière en ce qui concerne la parcelle C60 dans le but de la transférer à l'installation de traitement voisine, les conditions de remises en état sont conformes à l'arrêté d'autorisation modifié.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume extrait

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Volume annuel extrait
Prescription contrôlée : Volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits : Le volume moyen annuel extrait est de : - 20 000 m3 de matériaux crayeux soit 40 000 tonnes - 250 000 m3 de sables et graviers silico-calcaires de matériaux de terrasse soit 500 000 tonnes Le volume maximal annuel extrait est de: - 200 000 m3 de matériaux crayeux 400 000 tonnes, - 550 000 m3 de sables et graviers silico-calcaires de matériaux de terrasse soit 1 100 000 tonnes
Constats : L'exploitant a indiqué avoir fait la déclaration annuelle des émissions polluantes via Gerep pour l'année 2021. En 2021, 483 718 tonnes de sables et graviers silico-calcaires ont été extraits, et pas de matériaux crayeux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a indiqué être dans les temps pour le moment, pour une fin d'autorisation en septembre 2026. Au niveau du phasage l'exploitant finit la zone 3 et commence la zone 4. En effet, les matériaux sont mélangés au niveau de l'installation de traitement en fonction de leur qualité et granulométrie, et les matériaux de la carrière de la Marasse nécessiteront peut être une coupure avec les matériaux de la carrière des Fiefs Mancels. Les matériaux extraits aux Fiefs Mancels alimentent l'installation de traitement, tout comme le seront les matériaux de la carrière voisine de la Marasse. Ces matériaux sont mélangés au niveau de l'installation de traitement en fonction de leur qualité et granulométrie, pour produire des mélanges standardisés. En fonction de la qualité des matériaux de la carrière de la Marasse, l'exploitant a indiqué qu'une prolongation de l'arrêté d'autorisation sera peut-être sollicitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant plante trois piézomètres au niveau du site: un en amont du site (Pz1) et deux en aval de la zone d'extraction (Pz2 et Pz3) conformément au plan figurant en annexe 2 du présent arrêté. Les paramètres mesurés sont les suivants : pH Température Niveau piézométrique Matières en suspension totales (MEST) Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté Hydrocarbures Hydrocarbures aromatiques Polycycliques Acrylamide Composés organo-halogénés volatils Les mesures sont réalisées une fois par an. Les mesures et les analyses sont réalisées par un organisme agréé.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi des eaux, en date de novembre 2021, effectué par la société SGS. Les derniers prélèvements ont eu lieu le 8 novembre 2021. Le piézomètre 1 est en amont, les piézomètres 2 et 3 en aval, et tous les trois sont implantés dans la nappe de la craie. L'exploitant indique que le piézomètre 3 a été purgé juste avant la mesure, suite à un constat de colmatage. La surveillance est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté. Le suivi de tendance ne met pas en évidence de dégradation de la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte-tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans d'aménagement final annexés au présent arrêté (annexe 1).</p> <p>La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Le réaménagement des terrains sera effectué conformément aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation et au dossier objet du présent arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>La remise en état s'effectuera au fur et à mesure de l'exploitation à l'aide de pelles et chargeurs pour les parcelles C34 et C54. Pour ces parcelles, l'exploitation de la phase n+1 ne peut avoir lieu avant la remise en état de la phase n.</p> <p>Le réaménagement comprend plusieurs zones distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none">- une zone boisée sur la majorité de la superficie du site (parcelles C34 et C54),- une zone de clairière favorisant le développement d'essences de lumières (parcelle C34),- une zone de clairière avec une mare semi-permanente au point bas (parcelle C54),- la parcelle C 60, clôturée, est remblayée à l'aide des fines de décantation, et sert de bassins de décantation de l'installation de traitement voisine de la société SPS (voir point de constat suivant)
<p>Constats :</p> <p>La visite sur site a permis à l'inspection des installations classées de constater les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'exploitation s'effectue par phase, actuellement c'est la parcelle C34 qui est en cours d'extraction ;- la parcelle C60 est clôturée et sert de bassins de décantation (voir point de contrôle suivant) ;- le réaménagement est coordonné à l'extraction : une partie de la parcelle C34 (partie au sud-est) a été préparée (pente lissée, terre végétale remise) et est en attente de reboisement. L'exploitant a indiqué que ce reboisement aura lieu une fois que plus de surface sera disponible, de manière à avoir un espace satisfaisant et d'optimiser le reboisement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état – Parcelle C60 en cessation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état – Parcelle C60 en cessation
Prescription contrôlée : Le réaménagement comprend plusieurs zones distinctes : - la parcelle C 60, clôturée, est remblayée à l'aide des fines de décantation, et sert de bassins de décantation de l'installation de traitement voisine de la société SPS.
Constats : L'exploitant a déposé un dossier, en date du 16 mars 2022, pour demander la cessation partielle d'activité de la carrière en ce qui concerne la parcelle C60. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que : - la parcelle C60 accueillait bien un bassin de décantation en partie nord. Un tuyau d'arrivée des boues de décantation était également visible. L'exploitant a confirmé que les fines issues de son installation de traitement voisine arrivaient bien par ce tuyau ; - une digue séparant la partie sud, à mi-hauteur, c'est-à-dire n'atteignant pas le niveau du terrain naturel. L'exploitant a indiqué que la digue serait rehaussée avec de la craie issue du deuxième bassin, pour atteindre le niveau du terrain naturel ; - en partie sud de la parcelle, le bassin de décantation est en cours de modelage. L'exploitant a expliqué ne pas avoir besoin de ce bassin pour le moment, d'où le fait qu'il ne le finalise pas encore. Le bassin de décantation en partie nord est clôturé, et une seconde clôture entoure également l'ensemble du périmètre de la carrière. Des merlons protègent également les abords des bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2011, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement de la carrière – Parcelle C60 en cessation
Prescription contrôlée : Le remblaiement de la parcelle C 60 ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Le remblaiement est réalisé par la mise en place de bassins de décantation sur la parcelle C60 et avec les fines issues du traitement du tout venant. La quantité de fines est limitée à 540 000 m3. Le remblaiement par des matériaux extérieurs inertes n'est pas autorisé.
Constats : Le remblaiement du bassin s'effectue par apport par un tuyau, depuis l'installation de traitement de la société SPS, des boues issues du process de l'installation, qui viennent décanter dans le bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet